

tuerie terminée. Ce n'est pas la faute des Russes, des Chinois ni des Congolais si nous avons des centaines de mille chômeurs au pays.

C'est la faute de nos gouvernements qui n'ont pas voulu prendre leurs responsabilités pour établir un régime financier au service du peuple au lieu d'un régime de bourreaux qui traite les individus comme on traite les animaux. Si nous acceptons les progrès scientifiques et techniques dans tous les domaines, pourquoi n'accepterions-nous pas un égal progrès dans le domaine des finances publiques!

Les travailleurs canadiens deviendront de plus en plus des chômeurs si l'on refuse de reconnaître la primauté de l'homme sur l'argent. Ils deviendront de plus en plus des hommes à loisir si l'on admet cette primauté.

L'automatisation devrait plaire à l'homme et l'aider au lieu de le pousser dans cette sorte d'insécurité qui le diminue dans son pays.

Les vieux partis politiques n'offrent aucune solution lorsque seul l'argent manque. Pourquoi expédier des émissaires dans tous les pays du monde pour essayer de vendre des marchandises que nos Canadiens voudraient acheter s'ils avaient un pouvoir d'achat à leur disposition.

Comment peut-on faire des suggestions intelligentes aux autres pays alors que l'on ne peut rien faire pour son propre pays afin de procurer aux Canadiens la part qui leur revient de la production du Canada?

Ce ne sont ni le gouvernement ni la finance qui ont bâti le pays. La finance et le gouvernement n'auraient pas accompli grand-chose seuls; il leur a fallu les cerveaux et les bras de nos braves Canadiens pour accomplir cette besogne. Et pendant que tous ces défricheurs et ces bâtisseurs évoluaient, nos gouvernements permettaient à quelques individus de nous exploiter au fur et à mesure que se réalisait le progrès.

Nous avons une dette nationale colossale qui paralyse quasi totalement toutes nos «activités», dette qui porte en elle le germe de l'inflation et de la déflation, accompagnée d'un cortège de misères imméritées imposées à nos citoyens au nom de la civilisation et de la liberté, liberté que le peuple n'a jamais connue depuis la Confédération.

Nos vieux partis politiques, une fois au pouvoir, tombent dans une incapacité complète devant les problèmes financiers, à un tel point que nous nous demandons si ce n'est pas une pension d'invalides que nous payons à nos députés au lieu d'une indemnité parlementaire, comme véritables représentants du peuple.

Mais vous savez que s'il y a de telles privations, ce n'est pas parce que le Canada est aride, ni incapable de produire davantage. Vous savez bien que le manque de pain sur la table d'un Canadien n'est pas un problème de blé, c'est un simple problème d'argent.

Les producteurs de biens et de services font bien leur besogne. Ils accompliraient encore bien davantage s'ils n'avaient pas à faire face à des problèmes d'argent.

M. Caouette: C'est vrai!

M. Latulippe: Si les producteurs de biens et de services refusaient de produire, vous les dénonceriez à la face du public et vous prendriez les moyens nécessaires pour les obliger à produire.

Quand ce sont les producteurs d'argent qui mettent en pénitence les citoyens du pays, pourquoi, messieurs du gouvernement, n'avez-vous rien à leur dire ou à leur reprocher? Vous punissez les producteurs de biens qui font bien leur besogne et vous respectez les maîtres de l'argent qui ne font pas la leur.

La production de biens demande des efforts et de l'ingéniosité; la production de l'argent ne demande qu'une décision, et c'est l'argent qui manque.

Néanmoins, pour les gouvernements, c'est un crime que de laisser des êtres humains dans de telles privations devant l'abondance qui ne demande qu'à être distribuée.

Chaque femme ou enfant qui ne mange pas à sa faim, qui souffre du froid, et chaque famille mal logée est une accusation vivante contre vous, des vieux partis, qui ne faites rien pour mettre fin à cette tyrannie.

Il est temps que nous établissions un régime financier au service des Canadiens, au lieu de soutenir un service de finance malhonnête qui ne tient aucunement compte des possibilités existantes au pays.

Les maux économiques et politiques de la société crèvent les yeux, mais encore faut-il déterminer scientifiquement leurs causes si l'on veut apporter le remède approprié.

Quel est le but de l'organisation économique? Voit-elle à fournir du travail à tout le monde? Ou bien son but n'est-il pas plutôt de produire le plus de biens possible, de marchandises et services, avec le moins de peine possible?

Les méthodes agricoles et industrielles améliorées augmentent le rendement du travail humain, souvent même elles remplacent le labeur de l'homme par des machines, surtout depuis la Grande Guerre de 1914-1918, si bien qu'aujourd'hui la société organisée peut fournir assez de biens utiles pour satisfaire les besoins vitaux de tous les hommes, et cela tout en diminuant progressivement la part du labeur humain.